

SANGO^{ya} BOMOKO

HABARI YA UMOJA

NOTE D'ALERTE #3

Zone de collecte

- Kinshasa
- Tshopo
- Kasai-Oriental
- Nord-Kivu
- Lualaba
- Kasai-Central
- Equateur
- Haut-Katanga
- Sud-Kivu
- Ituri
- Tanganyika
- Mai-ndombe



Date de
publication : **25 Août 2023**

Contacts

✉ info@actualite.cd

☎ +243 896 036 449
+243 816 792 474



#Alerte : «Insécurité dans l'Est de la RDC : Il faut lever l'état de siège à l'est du pays, car depuis son instauration il a failli à sa mission et le Rwanda continue à voler nos minerais»

« La présence ou l'absence de l'état de siège, sa reconduction, sa requalification ou sa suppression, l'Armée (FARDC ndlr) restera en place et s'acquittera de ses missions régaliennes ». Sylvain Ekenge, porte-parole des FARDC

Pour commenter ce débat, Timothée Shutcha, expert en questions sécuritaires, estime que « la levée ou le maintien n'excuse pas de nouvelles opérations militaires. Je pense que les opérations militaires se tiendront jusqu'à la restauration de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national. C'est la mission régalienne de nos forces de défense et de sécurité », a-t-il expliqué.

Le volet économique de l'état de siège est beaucoup plus lié aux ressources minières que l'on trouve dans les zones à conflit. Depuis des années, les rapports du Groupe d'Experts de l'ONU dénoncent le trafic illégal de ressources du Congo vers des pays voisins, notamment le Rwanda et l'Ouganda, comme l'indique cet article du média britannique BBC.

Timothée Shutcha, expert en questions sécuritaires, considère que « l'état de siège a été un coup dur également pour l'économie du Rwanda ».

SANGO^{ya} BOMOKO

HABARI YA UMOJA

NOTE D'ALERTE #3

Zone de collecte

- Kinshasa
- Tshopo
- Kasai-Oriental
- Nord-Kivu
- Lualaba
- Kasai-Central
- Equateur
- Haut-Katanga
- Sud-Kivu
- Ituri
- Tanganyika
- Mai-ndombe



Date de
publication : **25 Août 2023**

Contacts

✉ info@actualite.cd

☎ +243 896 036 449
+243 816 792 474

Dans un rapport publié en 2022, l'ONG américaine Global Witness notait ainsi que « les minerais congolais, y compris ceux contribuant aux conflits, continuent d'être introduits frauduleusement au Rwanda et d'être exportés comme minerais rwandais ». Ce même rapport estimait que 90 % de l'étain, du tungstène et du tantale exporté par le Rwanda sont introduits illégalement depuis la RDC.

Timothée Shutcha estime que, « indépendamment de la décision de lever ou maintenir l'état de siège, les forces de défense et de sécurité de la RDC sont actuellement en état d'alerte maximale. Leur objectif est de continuer les opérations militaires, de neutraliser les bastions de résistance des groupes armés et de démanteler les réseaux de trafic d'armes et de minerais ».

L'état de siège que l'on peut comparer à l'état d'urgence a été instauré par les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en mai 2021, afin de « mettre rapidement fin à l'insécurité qui, tous les jours, fait des morts parmi nos compatriotes », selon une déclaration faite à l'époque par un porte-parole du gouvernement.

Une table ronde a récemment été organisée à Kinshasa sur l'évaluation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Cependant, il n'y a pas eu de décision annoncée à la clôture, mercredi 16 août. Le rapport a été transmis au président de la République, Félix Tshisekedi, pour mûrir sa réflexion, a laissé entendre le Premier ministre, Sama Lukonde, dans son mot de clôture.

